

Fondation Ahmed Tlili pour la culture démocratique



**Fondation Ahmed Tlili
Pour la Culture
Démocratique et le
Développement Social**
Adresse : 110 avenue de
la Liberté 1002 Tunis E-
mail :
fondation.ahmedtlili@
yahoo.com
Tél : 71 288 525

Les objectifs de la Fondation s'articulent autour de quatre grands axes :
- Diffuser la culture de la démocratie et des libertés fondamentales.

- Former les jeunes aux valeurs de la démocratie, de la diversité culturelle et du pluralisme politique.
- Promouvoir les projets favorisant le développement social local, la solidarité, la responsabilité citoyenne, ...
- Coopérer avec les organisations aux objectifs similaires pour une meilleure visibilité de la lutte des peuples pour la liberté et la paix dans le monde.

Projets en cours de réalisation :

- La création d'un site sur le patrimoine culturel démocratique en Tunisie et au Maghreb

- La publication des écrits d'Ahmed Tlili sur la démocratie des sept documents inédits
- L'organisation d'une table ronde prévue entre le 15 et 25 juin sur le thème : "Penser la Démocratie"

- La collaboration avec l'UGTT en vue de créer le musée de la mémoire syndicale en Tunisie

Publication :

- Note Géopolitique, mensuelle traitant de la situation politique et géopolitique de la Tunisie et du Maghreb principalement.

L'Université Virtuelle de Tunis



Université Virtuelle de Tunis
Adresse : 14, rue Yahia
Ibn Omar, Mutuelleville,
1082, Tunis.
Site Internet :
www.uvt.rnu.tn

Mail : webmaster@uvt.rnu.tn
Tél : 71 89 17 31
Fax : 71 89 26 25

L'Université Virtuelle de Tunis (UVT), établissement public, créé en janvier 2002, a pour principale mission de développer des cours et des programmes universitaires d'enseignement en ligne pour les universités tunisiennes.

Université pluridisciplinaire par définition, l'UVT a pour mission de dispenser à ses étudiants des enseignements professionnalisants adaptés aux besoins de l'environnement économique, scientifique et social, national et international.

L'UVT propose actuellement **8 programmes de formation**, dont 4 mastères professionnels (en prospective appliquée et en neuroradiologie), des formations de licences, et des formations transversales (C2i, anglais, culture entrepreneuriale, Droits de l'Homme). L'ensemble des formations dispensées par l'UVT sont reconnues par le ministère tunisien de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la Technologie.

L'UVT compte aujourd'hui un public diversifié composé essentiellement d'étudiants et de salariés, inscrits en formation initiale ou en formation continue.

L'UVT est chargée de coordonner les différentes activités relatives à la formation non présente avec les autres universités dans le cadre d'un dispositif intégré unifiant les efforts et les moyens de toutes les parties afin que l'enseignement en ligne puisse être complémentaire à l'enseignement supérieur en mode présentiel.

L'UVT œuvre aussi, non seulement à aider à la modernisation du système de l'enseignement supérieur par l'intégration des technologies numériques, mais aussi à étendre la formation universitaire à un public plus large en dehors de la sphère estudiantine.

En effet, et en vue de diffuser la culture numérique en milieu universitaire, l'UVT a fixé tout un programme ambitieux de formation des formateurs en matière d'élaboration de cours numériques interactifs, d'utilisation du système d'apprentissage à distance et d'accompagnement des étudiants dans ce domaine.

Consciente de l'importance des relations de partenariat et de coopération internationale pour la promotion de l'enseignement à distance, l'université virtuelle de Tunis a mis en place un partenariat diversifié avec plusieurs universités étrangères afin de tirer profit de leurs expériences.

DOSSIER : MOUVEMENTS SOCIAUX, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LE MONDE ARABE

Dynamiques nationales et représentations identitaires dans le monde arabe : le cas de la Tunisie



En Tunisie, le projet d'une société et d'un État modernes, qui remonte au dix-neuvième siècle et dont le mouvement nationaliste n'est que le prolongement naturel, a progressivement mûri et pris forme au sein même du pouvoir et parmi une élite consciente du caractère impérial de la modernisation de la société et de l'État. Les notions de progrès et de modernité avaient un double statut, défensif d'une part pour assurer une légitimité et une crédibilité à des sociétés et à un pouvoir déliquescents, et prospectif de l'autre dans la mesure où cette idéologie en gestation ouvrait de nouveaux horizons d'action et de reconnaissance aux

individus, aux groupes et aux instances du pouvoir. L'idéologie du progrès a joué un rôle cohésif déterminant dans une société fragilisée mais en pleine mutation et explique pour une grande part l'atmosphère consensuelle et les premiers succès de l'État national. En fait ces premières années étaient aussi des années d'exception au cours desquelles le jeune État national, s'appuyant sur l'élan que le mouvement d'émancipation nationale avait imprimé à la société et sur la vertu cohésive de l'idéologie du progrès et de la modernité, allait instaurer au nom de ces valeurs un mode de gestion autoritaire des affaires de la nation, pour concrétiser sa politique de réforme ; l'État devenant en quelque sorte la conscience supérieure et

éclairée de la nation en gestation. D'ailleurs cette politique ambitieuse et autoritaire était clairement présentée par Habib Bourguiba comme une guerre contre les sous-développement, et donc comme la continuation, sous une autre forme et avec des moyens différents, de la lutte pour la reconquête de la souveraineté et de la dignité nationales. La politique des jeunes États nationaux est une politique de guerre, une politique d'exception, leur économie politique aussi. Or un État d'exception qui durerait un demi siècle n'est ni crédible, ni légitime, ni humainement tenable.

Cependant cette gestion verticale de la société a été maintenue sans interruption, ou presque, durant les longues années du très

long règne du Président Bourguiba. Il faut reconnaître que durant les premières années, elle pouvait se justifier par la gravité des enjeux nationaux mobilisés, qui étaient d'authentiques enjeux de souveraineté à un moment particulièrement sensible de l'histoire du pays ; l'instruction publique, la santé et la défense, sont le véritable butin de guerre de l'État national.

Cette gestion, qui était probablement nécessaire, et peut-être même inévitable, durant les premières années de l'Indépendance, allait progressivement étouffer et le régime de Bourguiba et la nation, et transformer la vie politique dans les dernières années de la première période présidentielle du pays en un vaudeville grotesque sur fond de règlements de comptes et de sauve-qui-peut général. C'est ainsi le prestige de l'État et du régime, mais aussi la dignité de la nation, qui étaient publiquement bafoués.

L'échec de la première expérience nationale de modernisation de la société et du pays, par déficit de démocratie et à cause d'une gestion de plus en plus aléatoire des affaires de la nation et de l'aggravation des disparités sociales et régionales, a préparé le terrain au coup d'État du 7 novembre 1987, qui s'était imposé même aux plus fervents défenseurs du régime comme nécessaire, ou même salutaire. Certains pleuraient le Bourguiba Père de la nation et fondateur de l'État, mais ils applaudissaient la fin d'un règne qui tournait au cauchemar national. C'était l'Histoire qui redevenait de nouveau possible ; mais on fait son histoire avec son passé aussi. Comment allait-on gérer cette tradition de gestion autocratique qui avait très profondément imprégné plusieurs



© Abdelkrim Ghezali

générations de responsables, d'intellectuels et de fonctionnaires ? Comment leur faire prendre conscience que l'inertie propre à la gestion autocratique, qui était devenue une seconde nature pour eux, faisait peser sur l'État et sur le pays une menace encore plus pernicieuse que l'occupation étrangère ? Comment leur faire sentir que la gestion autocratique est une impasse historique qui conduit fatalement à la marginalisation d'un pays qui a tout pour ne pas sombrer dans les oubliettes de l'Histoire ?

En effet, ce piège de la gestion autocratique, héritée des premières années de l'Indépendance a tellement marqué les mentalités officielles et non officielles qu'on en oublie que ce genre de gestion n'engage pas seulement la vie politique des individus et des groupes ; il engage aussi leur capacité à agir et à produire, donc leur compétitivité et leur créativité ; il engage également leur mentalité profonde et leur aptitude à résister devant les problèmes et les difficultés, il engage enfin l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur société.



© brightsfrance.org.

La gestion démocratique est avant tout, pour une société qui se veut moderne et compétitive donc pour une société qui veut rester dans le cours de l'Histoire, un enjeu économique et culturel incontournable. Seule une maîtrise réelle de la culture du travail de groupe, c'est-à-dire de la culture démocratique au sens profond du terme, pourrait libérer le Tunisien des inhibitions et des traditions négatives qui brident à la fois sa créativité et sa dignité.

Après un court moment d'hésitation et de flottement, l'ère Ben Ali allait confirmer d'une manière flagrante les limites de la gestion autocratique des affaires de la nation, en radicalisant les options sécuritaires du régime et en accentuant le caractère personnel et clanique de l'exercice du pouvoir. La ritualisation excessive de cet exercice ubuesque du pouvoir, en contribuant à dénaturer de la manière la plus grotesque l'élan patriotique des premiers nationalistes, condamnait toute la société soit à l'allégeance servile et intéressée, soit à l'exclusion et à l'isolement dans la sphère privée, pendant que des pans entiers de la société, exclus du processus de modernisation, étaient livrés à eux-mêmes et ne survivaient qu'en exploitant les contradictions du système et les réseaux parallèles de trafic et de contrebande.

Il y eut cependant, et cela malgré la quasi perfection des procédures de détournement et de contournement des services publics et des instances administratives, un vrai miracle avec la perpétuation de l'esprit du service public et la préservation de la cohérence et de la pérennité des institutions et des administrations les plus importantes du pays, c'est-à-dire avec la continuité de l'État, en dépit de toutes les menées de dénaturation systématique que nous

évoquions, et malgré quelques flottements dus à la situation d'exception que connaissait le pays.

La perversion de la nature même des liens sociaux et des relations économiques culmina avec la mobilisation de l'Administration publique et des biens nationaux au service des ces réseaux parallèles et de cette contre-économie familiale et clanique. La dénaturation de l'État national en État quasi féodal fut le degré ultime de la perversion du projet de modernisation autocratique forcée de la société. Son échec, qui était inéluctable et son implosion qui était dans l'ordre des choses, ne nous ont semblé si imprévisibles lorsqu'ils intervinrent que parce que la machine de guerre de l'État sécuritaire, en nous condamnant à faire de notre sécurité et de notre survie le premier de nos devoirs personnels, avait détourné notre attention des déséquilibres sociaux, économiques et régionaux flagrants qu'elle instaurait et qui creusaient sa propre tombe.

Mais quelle tombe les Tunisiens ont-ils creusé le 14 janvier 2011, celle de la gestion autocratique du projet de modernisation de la société, avec ses dérives claniques et féodales aberrantes, ou du projet de modernisation lui-même ? Qu'est-ce qui dans les réalisations du jeune État national, dans ses institutions et ses conquêtes en matière de santé et d'instruction publiques, de culture civique et d'administration publique peut contribuer à corriger les dérives des pratiques héritées d'un demi siècle de culture et de pratiques autocratiques ? Enfin quels concepts et quels discours politiques nouveaux pour penser ce retour de l'histoire sur elle-même qui nous ramène à la situation de la Tunisie des premières années de l'Indépendance, face aux deux termes d'une alternative qui demeure apparemment actuelle : le projet de modernisation et d'ouverture de la société et du pays sur le monde et sur le progrès – à inscrire nécessairement dans le cadre d'une gestion démocratique des affaires de la nation – ou le paradigme identitaire avec ses différentes versions, nationalisme radical, nationalismes arabes et islamismes fondamentalistes ou modérés ?

Comment les Tunisiens de 2012 se représentent-ils leur appartenance à leur pays et au monde ? Quelle sens donnent-ils à l'idée de nation et quel équilibre pour les composantes qui la constituent : la langue, les langues, la religion, l'Indépendance, les droits fondamentaux, les droits sociaux... ? Enfin comment les intellectuels, les sociologues et les historiens analysent-ils le processus complexe de la genèse, de la gestation et de la maturation des jeunes nations issues de leurs histoires respectives et du long processus de la décolonisation ?

Kamel GAHA

Université de La Manouba, directeur de la BNT.